

Existe-t-il une opinion publique européenne?

Pierre Bréchon

▶ **To cite this version:**

Pierre Bréchon. Existe-t-il une opinion publique européenne?. 2010. halshs-00819883

HAL Id: halshs-00819883
https://shs.hal.science/halshs-00819883

Preprint submitted on 2 May 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Existe-t-il une opinion publique européenne ?

Pierre Bréchon

Intervention dans le cours de master de François Foret « Identités et espaces publics en Europe », Université Libre de Bruxelles – 28 avril 2010

Question provocante pour deux raisons principales :

1. Le concept d'opinion publique est suspect aux yeux de certains sociologues. Pour les tenants de ce qu'on appelle parfois le paradigme minimaliste, comme Philip Converse (1964 et 1971) dans les années 1960 aux Etats-Unis ou Pierre Bourdieu en France (*L'opinion publique n'existe pas*, selon le titre d'un de ses articles très souvent cités, dans *Les Temps modernes*, 1973, repris dans *Questions de sociologie, 1981*), la masse des individus est très peu informée, elle a de très faibles capacités de raisonnement, elle n'a donc que des opinions très instables et souvent irréfléchies et incohérentes. Seules les élites pensent noblement, l'opinion publique serait en fait créée de toutes pièces par les élites dominantes, il n'y a pas d'opinion publique profonde, constituée, structurée, de même qu'il n'y a pas de vraie culture populaire, pour Bourdieu. Les élites manipulent les masses amorphes, notamment à l'aide des sondages qui créent l'opinion et imposent des problématiques à des personnes qui, isolées, répondent ce que le sondeur veut entendre. La seule vraie opinion est celle qui se rassemble autour des élites qui en sont la conscience. Ces théories critiques ont des prolongements chez quelqu'un comme John Zaller (1992), tenant de théories dites constructionistes, qui insiste sur l'excès d'informations qui nous parvient aujourd'hui. Le problème n'est donc pas l'accès aux informations mais la capacité de les trier et de les organiser, de raisonner dessus. Seules les individus éduqués et intéressés par la politique savent faire le tri et organiser leur pensée politique. Seuls ils ont une vraie opinion fondée et structurée. Tous les autres répondraient aux sondages en fonction de l'humeur du moment et de catégories non politiques. On retrouve l'idée que beaucoup d'individus n'ont pas de réelles opinions.

En opposition à toutes ces théories, d'autres pensent que l'opinion publique existe et que la masse des individus est capable de penser et d'avoir des idées qui ont leur rationalité et sont aussi stables que celles des élites. Les sondages d'opinion, lorsqu'ils ont bien faits et qu'on en analyse de manière approfondie les résultats, montrent que l'opinion n'est pas aussi versatile qu'on le dit, il y a des rationalités, des logiques à l'œuvre dans toutes les catégories sociales et ce sont ces logiques d'opinion qu'il est important de dégager. Mais, au-delà des enquêtes, l'opinion existe aussi à travers les acteurs publics et tous les débats d'opinion. Pour moi, l'opinion publique doit se décliner au pluriel : il y a potentiellement sur chaque sujet des opinions publiques, c'est-à-dire plusieurs positions relativement structurées, qui définissent le champ des débats publics, et sont les référentiels habituels de l'espace public.

L'opinion est une position qu'on peut garder pour soi ou exprimer, qu'on peut justifier, mais qui n'est cependant pas d'une très grande stabilité au niveau individuel. Je peux changer d'opinion en fonction de beaucoup d'éléments de conjoncture ; par exemple en matière de choix électoral, je choisis aujourd'hui un candidat dans un contexte donné, ce choix est comme une opinion : je pense que c'est lui ou son parti qui sont aujourd'hui les plus à même d'exercer une fonction ou le pouvoir. Demain, je peux changer d'avis et estimer que ce candidat n'était pas le bon choix, notamment parce que je ne suis pas content de la politique qu'il a mise en œuvre après son élection.

Opinions et valeurs : Une valeur, c'est une orientation d'action, un logiciel intériorisé, lié à toute une éducation. Devant chaque problème, en fonction de mon système de valeurs intériorisé, je me situe, j'adopte des opinions, j'agis, je me comporte. Les valeurs sont

beaucoup plus fondamentales et structurantes que les opinions. Les valeurs évoluent lentement dans une société alors que les opinions peuvent changer assez vite. Les valeurs sont l'objet de grands débats qui divisent nos sociétés : par exemple l'existence de dieu, le sens de la vie, la solidarité et/ou l'hédonisme, l'attitude conformiste ou critique.

L'opinion publique existe plus ou moins selon les sujets. Il y a des thèmes qui sont depuis longtemps à l'agenda politique, ou des problèmes qui sont existentiels, sur lesquels les gens s'interrogent depuis longtemps. Il y a des référentiels, une tradition, des pensées canalisées sur ce sujet. Il existe donc une opinion publique constituée sur les grandes questions du débat public national, qui sont aussi souvent les grands enjeux de chaque élection (perception de l'action gouvernementale, lutte contre le chômage ou la hausse de prix, immigration, peine de mort, avortement, homosexualité).

Pour d'autres sujets au contraire, il n'y a pas de pensée et d'opinion publiques vraiment constituées ; soit le problème est trop nouveau ou trop technique, soit il est considéré comme trop lointain pour véritablement intéresser les gens. Par exemple, fallait-il créer un Kosovo indépendant ? Quel est le bon niveau et la bonne forme de l'aide aux pays en voie de développement ? Parfois un thème de l'agenda politique du moment, concernant un pays lointain, peut très vite donner lieu à création d'une opinion publique assez structurée, par exemple en 2008, me semble-t-il, un éventuel boycott des JO de Pékin. Selon qu'on est très axé sur le spectacle sportif ou qu'on est défenseur des droits de l'homme, selon qu'on est sensible au problème des échanges économiques internationalisés ou pas, on va tenir des positions assez différentes et assez arrêtées sur le sujet. On mobilise ses valeurs pour se faire une opinion sur un sujet lointain mais à l'ordre du jour.

Le gouvernement, les partis, les réseaux associatifs, les médias contribuent à structurer l'opinion publique. Quand des associations de sans papiers organisent des opérations médiatisées d'occupations d'immeubles vacants par exemple, c'est évidemment très important pour construire une opinion publique. L'opinion exprimée par les forces militantes est un relais important de la formation de l'opinion publique exprimée par les citoyens de base. Mais les élites ne créent pas l'opinion de toute pièce. Les individus ont leurs valeurs, leurs structuration interne, ils n'acceptent pas tout ce que les médias et les élites leur proposent. Cf. Nonna Mayer, « La construction de l'opinion », dans Grunberg, Mayer, Sniderman (direction), *La démocratie à l'épreuve*, Presses de science po, 2002.°

2. Si l'existence d'une opinion publique au niveau national a pu être considérée comme problématique, son existence est bien sûr encore beaucoup plus problématique au niveau européen. Selon ma définition, pour qu'il y ait opinion publique européenne, il faut que l'Europe constitue un cadre suffisamment cohérent, que les référentiels soient suffisamment communs, que l'agenda politique soit aussi à peu près le même. Autant je pense que l'opinion publique peut exister et qu'elle joue même un rôle important, plus important qu'on ne le croit souvent, dans les choix politiques nationaux, autant je reste dubitatif sur l'existence d'une opinion publique européenne parce qu'il n'y a pas de cadre commun encore très structuré. Les agendas restent largement nationaux, parfois infra-nationaux. Les nombreuses directives discutées au niveau de l'Union européenne n'arrivent pas à mobiliser les opinions publiques. Du coup, le débat citoyen se construit et s'exprime surtout au niveau national, beaucoup moins au niveau des questions débattues au parlement européen.

Pour répondre à la question de l'existence d'une opinion publique européenne, les enquêtes comparatives faites dans les différents pays européens pour mesurer les opinions avec un

questionnaire commun sont des outils très importants. Elles permettent de voir si l'opinion publique est ou non structurée sur un sujet donné. Si on se limite aux enquêtes répétées dans le temps, il y a un nombre limité de grandes traditions d'enquêtes (quatre). J'en évoquerai ici deux, les eurobaromètres et les enquêtes sur les valeurs des européens, laissant de côté les ISSP et l'ESS.

Les Eurobaromètres

Une tradition ancienne (depuis 1974), deux fois par an dans chaque pays de l'UE. Il y a de nombreuses questions sur les politiques suivies par l'UE et les pays de l'Union dans de multiples domaines. Surtout les Eurobaromètres mesurent en permanence le sentiment européen, dans toutes ses dimensions. Il y a donc des questions très nombreuses sur ce qu'on attend de l'Europe, ce qu'on en connaît, les craintes que l'on éprouve, la vitesse de l'intégration européenne, les politiques communes existantes ou à développer. Quelques questions plus générales portent sur des valeurs politiques et religieuses. En plus de ces enquêtes régulières, avec des questions trends, il y a des questionnaires spécifiques à la demande de certaines DG pour mesurer l'impact des politiques publiques sur différents sujets. On a donc des eurobaromètres sur les jeunes, la pauvreté, le racisme, le cancer, le climat (voir site internet avec beaucoup de réponses en lignes). Les élites européennes veulent pouvoir mesurer l'évolution de la perception des problèmes sur lesquelles elles mettent en oeuvre des politiques publiques. Parfois questionnaires pas très bons, dans un jargon d'eurocrate avec des questions en quatre lignes et en langue de bois. L'opinion publique européenne, ce n'est certainement pas la langue de bois technocratique. Et très souvent sur ces sujets techniques, les gens n'ont pas beaucoup d'opinion.

Pour tous les pays, échantillons d'au moins 1000 individus à chaque vague (printemps et automne) sauf je crois Malte et le Luxembourg (seulement 500 personnes), un échantillon spécifique de 300 ou 500 personnes pour l'Irlande du nord pour des raisons historiques. Révélateur que, pour mesurer l'opinion des européens, on le fasse encore sur base nationale. Cela indique que la construction européenne reste largement une affaire contrôlée par les Etats nationaux, et qu'il n'y a pas encore complètement une opinion européenne. La force des espaces publics nationaux aboutit à constituer des échantillons juxtaposés plus qu'un véritable échantillon européen qui aboutirait à ce qu'il y ait très peu d'enquêtés pour certains pays. On pourrait avoir un très bon échantillon européen de 5 ou 6 000 personnes chaque fois, mais il ne permettrait pas de mesurer finement les différences par pays, or on veut pouvoir trier les réponses par le critère national qui reste très déterminant.

Les résultats sont publiés rapidement (ils sont en ligne sur le site de l'UE), les données sont disponibles pour les chercheurs, à la différence de beaucoup de sondages commandités par les pouvoirs publics français et des pays voisins, dont les résultats demeurent secrets alors qu'ils sont financés avec l'argent des contribuables.

Par contre, les eurobaromètres, source très riche, avec plus de 35 ans de profondeur historique pour mesurer des évolutions du sentiment européen, montrent qu'il existe, sinon une opinion publique européenne, au moins des logiques communes à l'égard de l'Europe. Au début, l'opinion était très favorable à l'idée européenne, mais cela n'avait pas beaucoup de conséquences sur le système de pensée des individus. On a parlé d'un « consensus permissif » existant dans chaque pays. Les individus étaient largement favorables à l'Europe mais c'était une opinion molle, une croyance faible, qui n'avait pas d'implications fortes sur l'ensemble du système de pensée des individus. Aujourd'hui, l'opinion reste largement d'accord avec l'idée généreuse de dialogue entre les pays pour éviter les guerres fratricides. Mais, en même

temps, l'opinion est plus complexe et un peu contradictoire : on a vu se développer un euroscepticisme, se renforcer les peurs engendrées par l'Europe sur des sujets particuliers. Avec la multiplication des directives communes, ce sont les intérêts de certaines catégories de population qui se trouvent mises en cause et donc l'Europe est redoutée. Peur par exemple du plombier polonais. Peur de l'invasion par les Turcs s'ils entrent dans l'Europe. Peur que la construction européenne remette en cause l'identité nationale. Beaucoup sont d'accord pour qu'on mutualise les questions de diplomatie, les politiques migratoires aussi, mais par contre ce qui est le plus symbolique de l'identité nationale, on est moins d'accord : éducation, culture… Il y a une peur de la macdonaldisation, de l'homogénéisation, de la perte de nos cultures nationales sous le double effet de la construction européenne et de la mondialisation. Les référendums sur les traités européens montrent que les peurs se renforcent à la veille de ces consultations et aboutissent même à des échecs (Irlande à plusieurs reprises, en France et aux Pays-Bas en 2005).

Existence de logiques sociales : on est d'autant plus favorable à la construction européenne qu'on est éduqué, qu'on dispose d'un métier avec des responsabilités, qu'on a un bon niveau de revenu. Les laissés pour compte de la croissance, les perdants de la mondialisation sont en général peu tentés par l'Europe, dont ils craignent les effets. Ce qui se traduit aussi dans des effets de période : le sentiment européen est un peu plus fort dans les périodes de forte croissance économique et de chômage à la baisse, plus faible en période de croissance très faible et de chômage fort. Il est plus difficile d'être favorable à l'Europe dans un contexte qui pousse au repli sur l'entre-soi.

Les résultats montrent encore le poids des cultures nationales. Les Britanniques ont toujours été fortement eurosceptiques, les pays-fondateurs étaient autrefois très europhiles, ils le sont beaucoup moins aujourd'hui, ayant le sentiment de payer pour les autres (cf. Les Allemands sur les prêts pour sauver la Grèce de la déroute financière), surtout dans le contexte d'élargissement. Les petits pays, par exemple du nord de l'Europe, sont favorables à l'Europe mais aussi très attachés à leur démocratie et à un modèle politique qu'ils ne voudraient pas perdre avec la construction européenne. Il y a aussi des pays qui ont beaucoup profité de leur entrée dans l'Europe comme l'Irlande et le Portugal, et qui du coup sont très favorables à l'Europe. C'est aussi le cas de certains petits pays entrés récemment dans l'Europe (Lituanie, Malte, Slovaquie).

On mesure aussi la hiérarchisation des identités entre local, national et Europe. Cela montre que beaucoup se sentent avant tout membre de leur région, de leur pays et fier de ces identités locales et nationales, mais peu d'Européens se sentent avant tout citoyen européen ou citoyen du monde, ce sont des personnes à haut niveau de diplôme, plutôt jeunes, très porteurs aussi de valeurs de tolérance, de demandes de permissivité privée, de valeurs que certains appellent post-matérialistes.

La European Values Survey (EVS)

L'entreprise *European Values Survey* est particulièrement adaptée pour mesurer les valeurs[1]. Elle a été lancée à la fin des années 1970 par des universitaires inquiets devant l'évolution des sociétés européennes. On semblait devant une crise des valeurs chrétiennes traditionnelles, mais aussi une remise en cause assez générale des institutions et des élites. Ces chercheurs ont

[1] Le dispositif est présenté dans Bréchon Pierre, Tchernia Jean-François, *Futuribles*, 2002. L'ensemble du numéro, écrit par les chercheurs français qui travaillent ensemble sur ces données depuis 15 ans (outre les deux précédents, Olivier Galland, Nicolas Herpin, Hélène Riffault, disparue en 2001, Yves Lambert, disparu en 2006, Yannick Lemel, Etienne Schweisguth), présente les grandes tendances d'évolutions des valeurs en Europe.

voulu mesurer de manière précise le changement de valeurs, et donc le changement social, pour mieux comprendre les évolutions de nos sociétés, de manière comparative. Pour eux, les valeurs sont très déterminantes des sociétés, ce ne sont pas des épiphénomènes sans importance, une société suppose un accord tacite autour de valeurs et de normes qui régulent le vivre ensemble. Il fallait voir comment évoluait le projet fondateur et porteur de sociétés européennes.

L'enquête a été réalisée pour la première fois en 1981 dans les pays de l'Ouest de l'Europe. Une deuxième vague d'enquête a été réalisée en 1990, une troisième en 1999. Une quatrième a eu lieu en 2008. L'objectif étant de mesurer les valeurs profondes, qui évoluent lentement, l'intervalle de 9 ans entre deux vagues semble satisfaisant. Ce délai permet de consacrer du temps non seulement à la réalisation, mais aussi à l'exploitation comparative des données. De plus, garder la même durée entre les vagues facilite la constitution de cohortes de naissance dont on peut analyser l'évolution à mesure qu'elles vieillissent.

Chacune de ces vagues a concerné un nombre croissant de pays, celle de 1999 couvrait 34 pays européens, c'est-à-dire les 15 « anciens » membres de l'Union européenne, 9 des 10 adhérents de 2004, les 2 adhérents du 1er janvier 2007 (Roumanie et Bulgarie), plus quelques autres pays de l'Europe centrale et orientale (dont la Russie et l'Ukraine). L'échantillon devait alors comporter au moins 1000 individus par pays, âgés de 18 ans ou plus, représentatifs de la population résidant dans le pays, étrangers inclus[2]. En 2008, l'enquête a été faite dans 46 pays, en allant très à l'est de l'Europe. Chaque pays doit réaliser l'enquête sur un échantillon d'au moins 1500 individus qui doivent être sélectionnés de manière aléatoire. Ce qui conduit à abandonner la pratique de l'échantillon par quotas, utilisée jusque là de manière plus ou moins déclarée dans environ un tiers des pays.

Le questionnaire est toujours administré en face-à-face et dure environ une heure. Il concerne tous les grands domaines de la vie, avec un bloc important de questions sur la sociabilité et le rapport à autrui, les valeurs familiales, le sens du travail, la religiosité, le politique, l'économie. Certaines batteries de questions existent depuis 1981 et sont devenues des classiques de la comparaison internationale. Par exemple, une longue question sur les catégories de personnes qu'on ne voudrait pas avoir comme voisins mesure le degré d'acceptation des étrangers et des marginaux ; c'est un indice révélateur de la tolérance à l'égard d'autrui. On mesure aussi ce qui est important pour la réussite du couple et du mariage, les qualités à privilégier dans l'éducation des enfants, les attentes à l'égard du travail, les croyances religieuses, la confiance dans les institutions, la permissivité dans la vie privée comme dans l'espace public, etc[3].

La réplication d'environ 70 % du questionnaire d'une vague à l'autre et l'adoption de formulations identiques dans tous les pays participant à l'opération permettent des comparaisons internationales très riches dans le temps et dans l'espace. Certaines questions « datées » ont été abandonnées[4] et de nouvelles questions ont été ajoutées, en fonction des enjeux nouveaux qui se sont développés dans nos sociétés. Par exemple, le questionnaire de

[2] Un tableau synthétique publié dans *Futuribles* (2002, p.7) liste les pays européens présents dans les trois premières vagues d'enquête en précisant l'effectif de chaque échantillon.

[3] Pour découvrir toutes les dimensions de l'enquête, les questions posées et les résultats français de 2008 comparés à ceux des vagues précédentes, voir Bréchon Pierre, Jean-François Tchernia (direction), *La France à travers ses valeurs*, Armand Colin, 2009.

[4] On a par exemple abandonné en 1990 une question de 1981 qui mesurait l'attachement aux dix commandements de la Bible, ce qui était une manière de mesurer en quoi les pays européens restent marqués par les valeurs judéo-chrétiennes.

1999 a introduit des questions sur le sens de la démocratie, l'immigration, la solidarité. Le thème de l'immigration et de l'écologie est davantage développé en 2008, une question a été ajoutée sur le terrorisme, d'autres sur les liens intergénérationnels entre adultes et vieux parents…

Comment mesurer les valeurs ? On peut le faire de façon directe. On demande alors aux individus leur degré d'implication dans un domaine, par exemple l'importance de la famille, du travail, de la religion ou de la politique dans leur vie. On peut aussi les interroger directement sur leurs orientations sur un domaine particulier : sont-ils par exemple très ou pas du tout favorables à la tolérance, sont-ils racistes ou antiracistes ? Comment se situent-ils sur une échelle qui va de la gauche à la droite, ce qui constitue une mesure de l'identité politique et de la valorisation d'un camp politique ? Mais il est souvent plus efficace de mesurer les valeurs de manière indirecte : on pose plusieurs questions d'opinions portant sur la même thématique et on construit une échelle d'attitudes qui est une synthèse permettant de bien appréhender la valeur considérée. On peut par exemple construire une échelle de valorisation de la famille traditionnelle à partir de plusieurs indicateurs simples comme : le mariage est-il dépassé ? Dans un couple, hommes et femmes doivent-ils partager les taches ménagères ? Doivent-ils travailler tous les deux ou la mère doit-elle rester au foyer ? Les échelles d'attitudes, qui sont donc comme les notes moyennes d'un élève (on fait un indice moyen à partir des prestations de base de l'élève dans chaque matière), permettent en fait de mesurer les valeurs des individus et des groupes. On pourra comparer des groupes : sont-ils situés à un niveau plus ou moins élevé sur une échelle de racisme, de tolérance, d'amour du travail, de volonté de gain, d'optimisme devant la vie ou de pessimisme… ?

[L'expérience montre qu'il est plus difficile de mesurer des valeurs que des comportements, parce que les premières relèvent de choix sur des idées, elles sont abstraites alors que les comportements désignent des actes plus facilement dénombrables. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait croire, les données produites concernant les valeurs sont résistantes. Par exemple, la mesure de l'intérêt pour la politique n'est pas un artefact. Lorsqu'on pose cette question à des moments rapprochés du temps, on obtient des résultats voisins et on explique les écarts. On le voit dans les enquêtes électorales de chaque pays, mais aussi sur les données EVS. Le degré de politisation des différents pays européens a de la pérennité dans le temps. Les pays nordiques sont plus politisés que ceux du sud, et on peut essayer d'expliquer pourquoi : explication par la matrice religieuse des cultures.

Au vu des enquêtes EVS, les valeurs évoluent dans le même sens dans tous les pays, laissant espérer l'émergence d'une opinion publique européenne…

L'analyse des résultats permet de mettre en évidence une montée de l'individualisation dans de très nombreux domaines de valeurs, chacun voulant décider lui-même de ses actes sans avoir à suivre des modèles tout faits qui s'imposeraient à lui[5]. C'est très net dans le domaine de la famille qui n'est plus perçue comme un donné, une cellule de base de la société mais

[5] C'est ce qu'on développe dans un ouvrage : Bréchon Pierre, Galland Olivier (direction), *L'individualisation des valeurs*, Armand Colin, 2010, (à paraître le 23 juin 2010) qui interprète les données de l'enquête pour la France.

comme une réalité que les individus veulent construire à partir de leurs riches relations affectives et qui doit leur assurer le bonheur. En matière de sexualité, la permissivité individuelle est de plus en plus la règle. Chacun doit pouvoir se comporter comme il l'entend. La fidélité conjugale est souvent valorisée, mais elle résulte désormais d'un engagement mutuel et non d'un code moral imposé.

Le travail est aussi un lieu important de l'épanouissement personnel, il doit non seulement donner un bon salaire mais permettre aussi le développement individuel. Une évolution semblable affecte le domaine politique où les citoyens se révèlent beaucoup moins conformistes que par le passé. Ils font de moins en moins une confiance de principe à leurs élus, ils veulent pouvoir se faire entendre et critiquer les projets mis en avant par les élites, ils votent non plus simplement par devoir mais s'ils jugent que l'élection est importante et qu'un candidat ou un programme mérite leur suffrage, ils sont de moins en moins des adeptes sans faille d'une idéologie de droite ou de gauche, ils préfèrent se construire leurs idées politiques en empruntant à plusieurs maîtres à penser, leurs opinions sont donc souvent un mixte en tension entre propositions de droite et de gauche. Et si la permissivité s'impose pour tout ce qui concerne les comportements privés, le vivre ensemble doit cependant être régulé. Dans la cité, chacun ne saurait faire ce qu'il veut : le respect de l'ordre public est nécessaire pour que chacun se sente en sécurité, l'image de la police est d'ailleurs généralement plutôt bonne dans la mesure où elle garantit la sécurité des biens et des personnes.

Le modèle de l'individualisation fait aussi sens en matière religieuse : les grandes institutions du croire sont largement dévalorisées, elles perdent leur influence sociale, les individus ne veulent plus s'en remettre à un Dieu tout puissant ou, pire encore, à une Eglise qui leur dicterait leur conduite. Le divin fait sens s'il permet l'épanouissement de l'individu dès ici-bas et non plus dans un monde futur. Les croyances religieuses ne vont plus de soi, elles ne sont plus seulement un héritage familial ou national, chacun veut se bricoler son petit credo, en prendre et en laisser dans les dogmes que proposent les grands systèmes religieux.

Si l'individualisation constitue le modèle général d'évolution des valeurs, chaque pays évolue cependant selon son rythme et ses spécificités. Les différences nationales restent très fortes, la construction européenne et la multiplication des échanges et des voyages à l'ère de la mondialisation n'ont pas conduit à une homogénéisation rapide des cultures (*Futuribles* 2002 mais aussi Galland, Lemel, 2007). La *macdonaldisation* existe probablement dans certains domaines mais les dynamiques culturelles nationales restent très fortes. Il n'y a pas de rapprochement rapide des valeurs. Les pays semblent évoluer selon des lignes parallèles et non pas comme les cotés d'un triangle isocèle.

L'enquête sur les valeurs permet de prendre conscience qu'il y a en fait des valeurs assez partagées en Europe (par exemple individualisation, ordre public et démocratie) mais sans oublier qu'il y a quand même plusieurs Europes, une Europe catholique, une Europe protestante, une Europe orthodoxe, qui ne partagent pas exactement les mêmes systèmes de valeurs, une Europe de l'Ouest et une Europe de l'Est. Au-delà de ces clivages, on peut montrer qu'il existe une dynamique de valeurs propre à chaque pays en fonction de son histoire nationale.

En conclusion, rappelons-nous ce que j'ai dit au début. Les valeurs sont plus pérennes que les opinions, elles sont des outils qui sont un guide pour l'action et pour l'affirmation de ses opinions du moment. S'il y a des valeurs communes, il y a donc de l'espoir de déboucher un jour sur une véritable identité européenne et sur une opinion commune européenne, si la

construction européenne devient suffisamment dense. En même temps, au nom du principe de subsidiarité, les agendas politiques de l'Europe devraient rester en large partie différents. L'avenir d'une opinion publique européenne reste donc très ouvert !